



## AESH:toutes les raisons de poursuivre et amplifier la mobilisation le 19 octobre !

**Les mobilisations** des AESH, ainsi que les interventions des organisations syndicales, ont contraint le ministère à ouvrir les discussions sur les salaires des AESH et à concéder une avancée en instaurant une grille de rémunération à avancement automatique. C'est un élément qui doit permettre de supprimer les inégalités de traitement selon les académies. Cette grille ne répond pas aux revendications immédiates pour une réelle revalorisation salariale, la création d'un corps de fonctionnaires et l'amélioration des conditions de travail, **notamment avec l'abandon des PIAL et du recours généralisé aux notifications mutualisées**. Ces revendications restent pleinement d'actualité.

**Les indices** de la nouvelle grille et le rythme d'avancement ne permettront pas de résorber la faiblesse des salaires des AESH. Le choix de l'indice majoré plancher 335, quasiment au niveau du SMIC, est en-deçà des annonces de la ministre de la transformation et de la Fonction Publique qui cite l'indice 337 à minima pour les fonctionnaires de catégorie C.

**La progression** de 10 points d'indice tous les trois ans est largement insuffisante et sera rattrapée par l'inflation. C'est inacceptable.

**Si l'action** syndicale a permis que toutes les années d'AESH ou d'AED-AVS soient prises en compte lors du classement dans la nouvelle grille, ce n'est pas le cas des années sous contrat aidé (CUI CAE – PEC).

**Les discussions** sur le temps de travail des AESH ont été réouvertes en septembre. Les premières pistes avancées par le ministère pour faciliter l'accès à des emplois à temps complet ne sont toujours pas acceptables. La multiplication des contrats auprès de plusieurs employeurs en dehors du temps scolaire ne répond aucunement aux attentes des AESH ni aux missions pour lesquelles ils.elles se sont engagé.e.s. Ce projet est contraire à l'exigence de pleine reconnaissance du métier d'AESH dans les écoles et établissements scolaires.

**La généralisation** des PIAL à cette rentrée scolaire est un pas de plus dans la mutualisation des moyens. Les PIAL dégradent les conditions de travail des AESH et aggravent la précarité des personnels en leur imposant de suivre davantage d'élèves et d'intervenir sur plusieurs écoles, collèges et lycées.

### Pour nos organisations, il y a urgence à :

- Augmenter les rémunérations de toutes et tous les AESH sur toute la carrière, avec comme objectif l'alignement sur la grille de catégorie B.
- Leur garantir la possibilité de contrats à temps complet pour vivre dignement de leur travail.
- Abandonner les PIAL et la politique de mutualisation des moyens.
- Créer un véritable statut de la Fonction Publique pour reconnaître le métier d'AESH.
- Donner accès à des formations qualifiantes à la hauteur des missions d'inclusion.
- Recruter les AESH qui font encore défaut pour permettre aux élèves en situation de handicap de bénéficier d'un accompagnement à la hauteur des besoins.

**Toutes et tous avec les AESH le 19 octobre !**

**Rendez-vous à 14h30, à Annecy, devant la DSDEN**

Les représentant.e.s de nos organisations ont demandé à être reçu.e.s en délégation à la DASEN afin de faire une fois de plus entendre nos revendications .

